

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 2 FEVRIER 1979 - N° 845

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Droit d'asile en danger

Après la grande rafle de mardi dans la partie française du Pays Basque, le gouvernement espagnol envisage de demander l'extradition de 14 militants assignés en résidence dans les Alpes. Le droit d'asile en France, déjà si souvent mis en cause, connaît ainsi un nouveau recul. Autre conséquence des mesures de police du début de la semaine : la France se trouve désormais impliquée dans le problème basque avec une plus grande netteté. Au côté du gouvernement espagnol bien sûr.

Lire en page 4

SNCF :

- Billets plus chers
- Cheminots menacés

L'augmentation de 7,5 % des billets SNCF vient d'entrer en vigueur ce 1^{er} février. La veille, deux cheminots de la gare de Lyon passaient devant le conseil de discipline de la SNCF : ils se sont associés à des usagers pour exiger l'amélioration des conditions de transport.

Un rassemblement de plusieurs centaines de cheminots et d'usagers s'est tenu gare de Lyon, un mot d'ordre de grève de la CFDT montre la détermination des travailleurs du rail à riposter à tous les mauvais coups de la SNCF.

Dans le Quotidien du Peuple du samedi 3 février

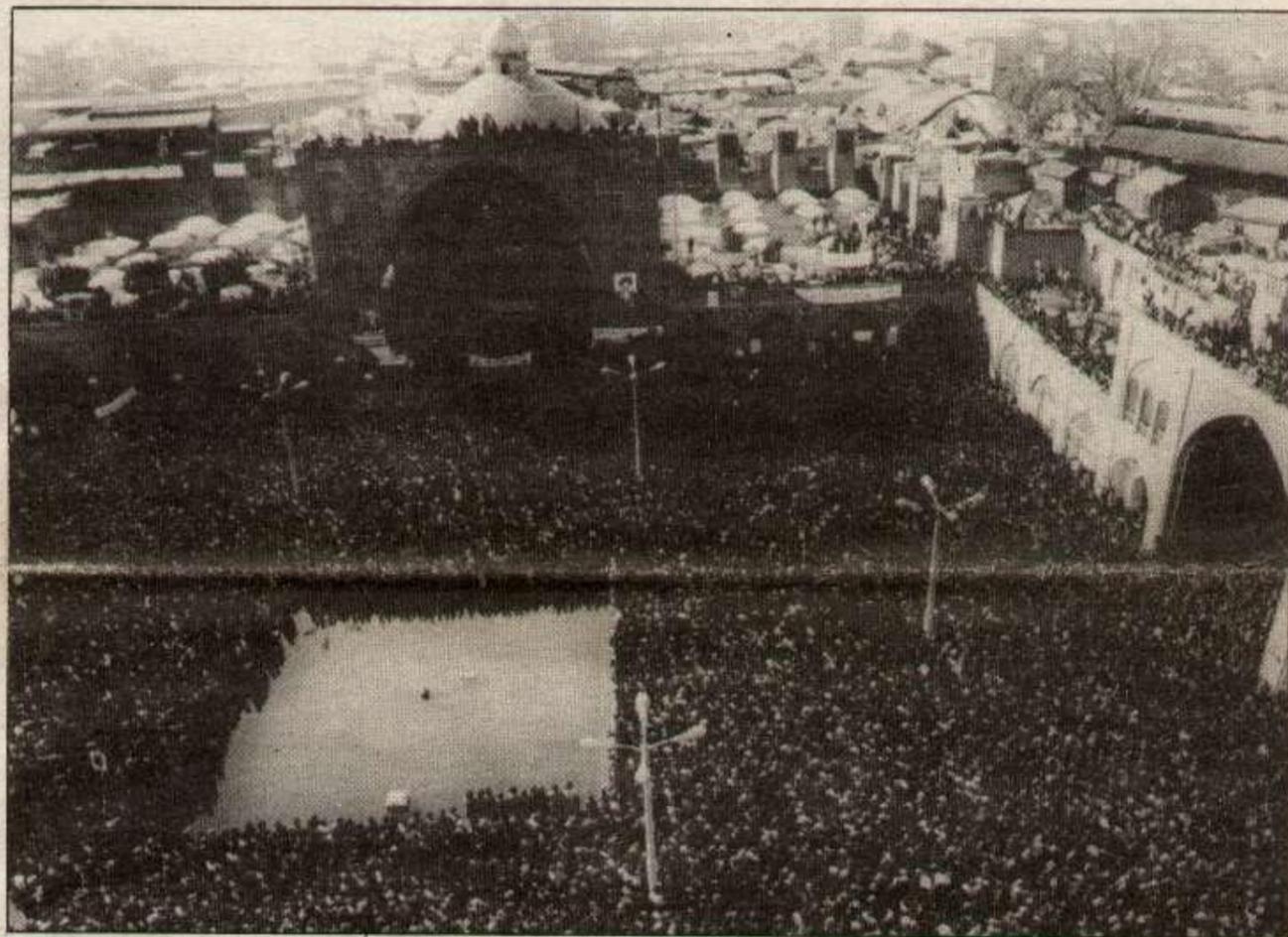
Contraires au sein du peuple

«L'autonomie, pour quoi faire ?»

Enquête

La fédération des Bouches-du-Rhône du PCF à l'heure du 23^e Congrès

DES MILLIONS D'IRANIENS ACCUEILLENT KHOMEINY



Le 15 janvier des centaines de milliers d'Iraniens réclamaient le retour de Khomeiny

Après quinze ans d'exil, l'Ayatollah Khomeiny est à nouveau en Iran, les jours du gouvernement Bakhtiar sont comptés. Ce retour constitue une étape importante dans la lutte que mène le peuple iranien depuis un an et qui s'est déjà soldée par une première victoire : le départ du Shah. Pour consolider cet acquis, et obtenir la chute du régime, il importait pour l'opposition religieuse et pour l'ensemble du mouvement de balayer

son dernier représentant en la personne du Premier ministre nommé par le Shah. Ce dernier s'est révélé incapable de mettre fin à la crise face aux manifestations toujours plus importantes pour réclamer son départ. Sa chute laisse peu de doutes, reste une inconnue : comment réagira l'armée ?

Les mouvements au sein de l'armée se sont circonscrit à l'armée de l'air. Ce qui faisait dire à Khomeiny avant son dé-

part : «Il y a des dangers énormes, je prends le risque d'être tué ou arrêté». L'opposition religieuse n'exclut pas une réaction de l'armée : «Si une fraction de l'armée s'opposait à la volonté du peuple... il faudrait la détruire». Signe que l'opposition religieuse envisage toutes les circonstances, elle a annoncé que des armes étaient actuellement distribuées à la population bien que l'ordre de s'en servir n'est pas encore été donné. L'armée n'a

pas bougé pour le retour de l'Ayatollah et mis à part quelques «démonstrations de force» manifestées par les corps d'élite fidèles au Shah, rien n'indique à priori qu'elle tentera autre chose que des actions isolées. Ces dernières ne sont pas à exclure. Dans quelques jours, un conseil de révolution devrait être nommé par Khomeiny, étape transitoire avant la création d'une «République islamique».

Lire en page 8

A propos de Peyrefitte aux *Dossiers de l'Ecran*

UNE TRIBUNE LIBRE

De Maurice ZAVARO, vice-président du Syndicat de la Magistrature

lire en page 5

Après les rencontres Deng Xiaoping - Carter

LA NORMALISATION DES RELATIONS SANCTIONNÉE

Lire en page 7

Le grand bazar en grève. C'était pendant la semaine des fêtes, en même temps que la grève des employés de La Redoute. Le Grand Bazar est une grande surface, installée depuis 1887 en plein centre de Lyon, avec, à la différence des autres magasins situés rue de la République, une clientèle populaire. Une section CFDT s'est montée fin novembre et les élections qui ont eu lieu aussitôt après ont prouvé son impact : 3 déléguées élues et un vote majoritaire en voix. Un mois après, une série de débrayages massifs (95 % des caissières) dans un magasin où le directeur se félicitait de «30 années de paix sociale» prouvait que les temps de soumission et de passivité des vendeuses étaient bien révolus !

A plus d'un titre, la lutte au Grand Bazar est intéressante. Nous avons donné la parole à la jeune section CFDT. Autour du magnétophone, L. et M., deux militantes CFDT et A.M., une jeune employée. Elles parlent de leur travail :

«On est embauchées comme vendeuse-révisite. Cela veut dire vendeuse et manutentionnaire. Une journée commence par faire un réassortissement de ton rayon. Cela veut dire monter en réserve, prendre les marchandises, parfois ce sont des cartons très lourds. Après, c'est servir le client, cela signifie être huit heures devant une caisse, debout...»

«La journée commence soit à 8 h 30, soit à 9 h 30. Mais il y en a qui habitent loin. En fait, une vendeuse se lève à 5 heures, fait la vaisselle du soir, prépare de déjeuner des gamins, le dîner pour le mari et celui du soir, ensuite c'est emmener les gamins à l'école, puis elle va au boulot. Là, tu fais tes 8 heures. Pendant la pause de 12 h à 14 h, les vendeuses ne traînent pas ; elles font les courses, car quand tu sors à 19 h 30, tous les magasins sont fermés. Donc tu ne te reposes pas, tu avales un sandwich et tu termines ta journée. Quand tu rentres chez toi, vers 20 h 30, 21 heures, tu fais le repas, et peut-être la lessive... Tu vois, la journée d'une vendeuse, c'est énorme. Tu n'as pas de temps à toi, tu n'as pas le temps de vivre, pas de week-end en famille. Tu n'as pas deux jours de repos consécutifs dans la semaine, donc finalement la fatigue que tu accumules pendant 40 heures, tu ne la récupères pas en une seule journée».

ETRE VENDEUSE AU GRAND BAZAR

Etre vendeuse au Grand Bazar, c'est gagner 1 800

francs par mois. Un salaire de misère. Et il faut rivaliser d'ingéniosité pour vivre avec ça. 1 800 F et travailler avec des horaires «dingues». Mais ne pas avoir de repos pendant les fêtes, finir à 19 h 30, pas de samedi, cela semble «normal» pour la plupart. «Il y a une sorte de fatalisme, là-dessus» souligne L. Pourtant, depuis la grève, la CFDT aborde plus facilement ce problème. «Nous avons une revendication importante qui a deux formes : pour les vendeuses «Du temps pour vivre !» et en direction des clients : «Battez-vous pour les 35 heures, afin que les vendeuses puissent finir plus tôt».

Il y a aussi le paternalisme, soigneusement entretenu par le patron. «La grande famille du Bazar» dit-il ! Persuader les vendeuses que les intérêts du patron et les leurs sont les mêmes : que les caisses soient bien remplies en fin de journée ! Mais ces idées reculent :

«Avant tu avais des vendeuses de souche. Des vendeuses, je ne dirais pas par «vocation», mais qui avaient l'esprit «grand magasin». C'est-à-dire l'esprit servir le client, être correct avec le patron, et surtout, faire le chiffre d'affaires. De plus en plus, avec le chômage, il y a des jeunes qui sont employées depuis trois ou quatre ans et qui ont une mentalité différente. Elle prennent le boulot comme on prend le boulot dans une usine ; elles font leurs huit heures et s'en vont. En plus, elles n'ont pas l'intention de faire une carrière de vendeuse. Cela

«Tu vois, la journée d'une vendeuse, c'est énorme»

TABLE RONDE AVEC DES MILITANTES CFDT DU COMMERCE

Recueillie par notre correspondant à Lyon, Michel BERTEL



Pendant les fêtes de fin d'année, les grands magasins de Lyon étaient en grève. Ici les employés de la Redoute popularisent leur lutte.

transforme la mentalité du grand magasin. Mais c'est aussi une cause de division. Par exemple, il y a beaucoup d'accrochages dans certains rayons entre les vendeuses de souche et celles qui arrivent...»

PARTIR DE LEURS PROBLEMES

Vendeuse par «vocation», cela a bien disparu. D'autant plus qu'au Grand Bazar, il y a beaucoup de filles mères, de femmes divorcées qui vivent seules avec des gamins, des filles qui sortent de l'orphelinat. Il y en a qui viennent de région où le chômage est important, comme dans la Loire, et qui n'ont pas trouvé de boulot sur place.

Le cas d'A.M. est fréquent :

«J'avais un bac. J'ai fait un mois en usine. Puis j'ai fait plusieurs boulots car je ne trouvais rien. Je ne pouvais pas vivre, les huisseries m'ont mis à la porte. Je suis restée au Grand Bazar car j'en avais marre de me balader de place en place. Mais je n'ai pas l'intention d'y passer ma vie. J'ai travaillé au Prisunic de la place du Pont. Là-bas, c'était effrayant. J'avais toujours une file de 10 personnes à la caisse, et il fallait que je connaisse tous les prix par cœur. A la fin de la journée, j'étais choquée. C'était du vrai travail à la chaîne».

Pourtant, elle pense que dans la vente, on peut s'arranger pour discuter avec le client. «Cela m'oxygène un peu» dit-elle. Et elle se rappelle encore les quatre gestes, très précis, qu'elle effectuait toute la journée, sans s'arrêter, pour contrôler des pièces de télévision.

«Mais tout dépend du rayon où tu es, rétorque M. Par exemple, à la papeterie ou à la droguerie, c'est très difficile d'avoir le contact avec le client. Tu finis par être très agressive en fin de journée».

Les luttes de la classe ouvrière ? La plupart y sont encore peu sensibles. Comme le discours «politique». D'où, d'énormes difficultés à les intéresser au syndicat et à la «politique». «Tout dépend comment on s'y prend, aussi» dit L.. La section CFDT, consciente du problème, ne baisse pas les bras : «On part des problèmes

qu'elles rencontrent le plus. Par exemple, sur le chômage. Elles ont toutes des gosses qui ont fini leurs études et qui ne trouvent pas de boulot. Bon, il y a toutes les idées fausses qui courent sur le chômage, à cause des immigrés, ou alors que les chômeurs sont des feignants... Celles qui ont des gosses combattent elles-mêmes ce point de vue».

M. poursuit : «On a essayé à chaque fois de montrer que la voisine d'à côté, finalement, elle a les mêmes problèmes, que c'était possible de faire quelque chose ensemble».

DES ACQUIS PRECIEUX

Puis la discussion en arrive aux grèves pendant les fêtes.

«Le gros du boulot n'a pas été de persuader les filles qu'il leur fallait 200 francs en plus. Cela a été de les persuader que des débrayages étaient possibles au Grand Bazar. C'est là-dessus qu'il a fallu construire l'unité. Alors on a convoqué deux réunions où l'on a largement discuté des revendications, celles qu'on mettait en avant, et comment les faire aboutir».

«Ce qui était intéressant, c'est que pour la première fois, les filles se retrouvaient entre elles pour parler de leurs problèmes. C'est vrai que quand les travailleurs prennent la parole, cela fait du bruit ! Des tas d'idées jaillissent, chacune donnait son point de vue. Tu sentais vraiment que les filles avaient

accumulé des tas de choses, qu'il fallait que ça sorte. Elles se sont rendues compte qu'elles avaient les mêmes points de vue, les mêmes problèmes». On a proposé des débrayages surprise».

La période des fêtes, c'est une période où tous les problèmes se posent de manière cruciale, les cadences, les rapports avec les chefs, avec les clients. Pour certaines vendeuses «Noël, c'est le calvaire». Mais, c'est aussi la période où le rapport de force se construit plus facilement. Les employées du Grand Bazar ont obtenu 50 F d'augmentation pour trois mois, la récupération des jours fériés et le passage en catégories supérieures pour certaines, après leurs années de présence.

Succès non négligeable. En avril, elles sauront se battre pour défendre leur 50 francs. L'ambiance aujourd'hui a changé : «Les filles discutent de leurs problèmes, elles ont appris à se connaître, à échanger leurs points de vue, à circuler d'étages en étages... Et au lieu de «s'écraser» devant les chefs, elles font front».

M. trace les perspectives : «Ce qu'il faut faire maintenant, c'est construire la section syndicale, en distribuant les responsabilités, en prenant les décisions collectivement. C'est aussi syndiquer les filles et poursuivre le travail entrepris». On peut leur faire confiance.



BLOCAGE DES ROUTES ET DES VOIES FERRÉES : ARTHUR MARTIN S'Y MET AUSSI

Les travailleurs d'Arthur Martin à Revin dans les Ardennes sont engagés depuis peu dans une lutte dynamique et déterminée. Eux aussi doivent faire face à une menace de licenciement de grande ampleur : 1 000 emplois sur 2 000 sont à terme condamnés, si les travailleurs laissent faire le patron.

«Vendredi dernier, nous dit un délégué CFDT, les responsables syndicaux ont occupé l'ANPE pour montrer notre détermination. Ça a bien marché, on est parvenu à entraîner le personnel à l'action». Mardi, des meetings se tenaient dans les ateliers au cours desquels les travailleurs décidaient la grève. «On est allé en gare de Revin (à côté de Charles Ville Mézière), on a bloqué deux autorails pendant un quart d'heure ou vingt minutes. L'après-midi des équipes de grévistes sont allées en ville et elles ont bloqué différentes entrées

de la ville faisant patienter les automobilistes pendant un quart d'heure chaque fois avant de les laisser passer».

Mercredi matin, satisfait de l'écho qu'avait eu l'action de mardi, les grévistes votaient la décision de mettre en place des piquets de grève. Pour jeudi, ils prévoyaient de tenir un meeting avenue de la Gare devant les bureaux de l'usine. «Nous avons aussi quelques idées d'occupation de routes et de blocages pour faire parler de nous».

Mais, pourquoi cette mobilisation ? Parce que

chez Arthur Martin aussi l'on restructure. Electrolux qui vient de racheter l'entreprise a décidé de transférer le service pièces de rechange de Revin à Soissons et de fermer complètement la fonderie. Ces deux projets entraînent déjà 350 licenciements. Mais, ce n'est pas tout. Le projet c'est de ne laisser à Revin que la fabrication des machines à laver. Au total sur environ 2 000 emplois chez Arthur Martin, la moitié est condamnée par le patronat dans un court délai.

La revendication principale de l'Intersyndicale CGT-CFDT-FO, c'est le maintien de l'emploi à Revin et en cas de mutation au sein de l'entreprise, de la fonderie par exemple vers les chaînes de montage, c'est le maintien de la qualification acquise.

«Les gars en tout cas ne

veulent pas aller à Soissons. Sur une centaine qui vont recevoir jeudi leur lettre annonçant le transfert là-bas, nous dit le délégué CFDT, il y en a à peine une dizaine qui va accepter ; et encore, pas de gaieté de cœur mais parce qu'ils ne voient pas comment faire autrement». Ce peu d'enthousiasme est d'autant plus compréhensible qu'il semble bien que la direction propose cette mutation non parce qu'il y a du travail dans l'Yonne mais parce qu'elle ne veut pas avouer qu'elle licencie. Et nous dit-on, elle sait très bien que les gars vont refuser.

Les grévistes d'Arthur Martin ont l'air décidés d'être à la hauteur de la réputation de combativité ouvrière de leur région.

F.M.

Nouvelle provocation au Foyer Romain Roland POUR UN BRIS DE VITRES... 12 HEURES DE GARDE A VUE

Comme il s'en passe souvent, une Assemblée générale des résidents du foyer Romain Roland à St-Denis s'était terminée normalement mardi 29. Un délégué, un des camarades expulsés de 76, sortit avec un ami, lorsqu'il rentra vers 3 heures du matin s'aperçut qu'il avait perdu ses clés. Il demande au veilleur de nuit de lui ouvrir sa chambre. Le gardien de nuit s'était fait remplacé par son cousin, qui n'est pas employé par la Sonacotra. Ce dernier demande 20 francs au camarade, le menaçant de le laisser coucher dehors. Une discussion animée s'engage. Le gérant et un ami du veilleur de nuit sont là. Au bout du compte une vitre du bureau du directeur est cassée. Les flics sont déjà alertés et embarquent le camarade jusqu'au mercredi 18 heures pour... bris

de vitre. Au commissariat on lui refuse de téléphoner, d'avoir son avocat. En début d'après-midi les résidents remarquent quatre voitures de flics en civil devant le foyer venus chercher les témoins de la nuit qui déposent de faux témoignages «un coup de grille...» «Le cousin du veilleur de nuit est intérimaire à la Sonacotra...» Le barman dépose dans le même sens alors qu'il n'était pas présent. Le camarade accusé se défend en disant que ces gens-là n'en sont pas à une fausse déclaration prêt, son retour en France en est la preuve, et refuse de signer la garde à vue. Les flics lui ont demandé s'il était syndiqué, s'il faisait de la politique... L'avocat de l'accusé, averti entre temps, est intervenu. Les membres du Comité de coordination pensent que cela ressem-

ble à la provocation de Nancy il y a quelques temps.

Juste à la veille de l'anniversaire de leur quatrième année de lutte ils refusent cette provocation, cette attitude de vouloir menacer sans cesse les délégués, d'alimenter leurs dossiers pour essayer de les isoler. La plupart des expulsés de 76 sont au chômage.

La Sonacotra aujourd'hui est pressée. Elle n'est pas satisfaite de la décision du tribunal de St Denis qui a demandé un expert comptable pour vérifier les comptes de la Sonacotra. D'autant plus que les résidents ne sont pas en infraction et ont payé les 2 000 F décidés par le tribunal avant le 15 janvier.

A Pierrefitte, la Sonacotra a envoyé une lettre à tous les résidents en leur demandant de quitter le foyer

et de payer le directeur. La Sonacotra s'est ainsi mise hors la loi. Cette provocation sera une nouvelle pièce au dossier des résidents alors que les foyers de Longwy, St Martin et d'autres subissent la décision du juge d'expulser 12 résidents dans un délai de 15 jours.

Les journées portes ouvertes doivent être soutenues et suivies partout : — Samedi 3 février à Aulnay-sous-Bois de 11 heures à 23 heures, pour les foyers d'Aulnay-sous-Bois, Sévran, Tremblay-les-Gonesses.

— Samedi 10 février, porte ouverte, débats au foyer Romain Roland toute la journée.

Les résidents du foyer de Pierrefitte passent jeudi à 14 heures devant le tribunal de St-Denis, 22 rue Gabriel Péri.

Correspondant

Ville morte à La Rochelle le 9 février

A l'image de la Lorraine, les Charentes Maritimes sont aujourd'hui brutalement touchées par une nouvelle vague de licenciement. Le langage du patron est le même partout, on nous promet d'assainir davantage notre économie en supprimant les canards boiteux, entendez par là les entreprises non rentables. Cette épuration entraîne pour notre département 1 100 licenciements, en deux mois, ce qui ajouté

aux 1 800 chômeurs existants déjà, place notre région au troisième rang en France pour le chômage. Après la CIT Alcatel, la STIMA, la peinture navale, la Ferma, la SCAM, c'est maintenant Chrysler qui annonce 250 licenciements et Tasker-France, 16 licenciements à la voilerie, sans compter les suppressions d'emploi dans le secteur public. La CGT évalue par exemple à 500 le besoin d'effectifs pour les

PTT en Charentes Maritimes. Comme la Lorraine, les propositions d'emploi deviennent contradictoires. La semaine dernière, le préfet annonçait qu'une commande pour les Chantiers navals était acquise, ce qui allait permettre le plein emploi pour cette entreprise, ainsi que pour les boîtes sous-traitantes ; la STIMA, la Peinture Navale.

Le même jour, les ou-

vriers de la Peinture navale recevaient leur lettre de licenciement. La classe ouvrière rochelaise ne se laissera pas abuser par les provocations et insultes du patronat. La riposte est déjà engagée avec un temps fort pour le 9 février, par une journée ville morte organisée par la CGT, la CFDT et la FEN.

Corr. LA ROCHELLE

La manifestation du 31 janvier des employés de banque Le revers du billet

Rotschild, Paribas, Lazard, des passants aux chapeaux haut-de-forme, des employés modèles, les cols blancs, voilà des images d'Epinal à enterrer à jamais. Mercredi matin, ces employés, aux côtés de milliers d'autres de banques nationalisées et privées, ont manifesté en rangs serrés de l'AFB (Association française des banques), quartier général des patrons, au ministère des Finances pour l'amélioration de leurs conditions de travail, essentiellement. Bien sûr, nous voulions des sous. «Ouvrez-nous les coffres» avon-nous chanté. Bien sûr, comme tous les travailleurs, nous avons protesté contre l'augmentation de la cotisation de Sécurité sociale. Mais surtout, c'est contre l'aggravation de nos conditions de travail que nous sommes descendus dans la rue. Les deux slogans les plus repris de la manifestation : «40 heures, c'est trop ! La semaine de 35 heures, c'est meilleur !» «Non, non, non à l'austérité ! Assez de chômeurs sur le pavé ! Les effectifs doivent augmenter !». Les dégraissages successifs, mais essentiellement une informatisation accélérée des écritures, ont considérablement accru les

charges de travail, pour les travailleurs des banques, alors que les profits n'ont cessé de s'accroître dans les poches des banquiers. Dans la liste hit-parade du profit, les banques sont en tête. Situation intolérable, alors que, par ailleurs, des milliers de chômeurs sont jetés à la rue dans la sidérurgie et le textile ! Cette journée s'est déroulée dans l'unité syndicale, tous les syndicats y ont appelé. De plus, la solidarité avec les autres travailleurs s'est manifestée sur tout le parcours. Les employés du 8^e sont descendus sur le trottoir, magasins, agences de voyage, et les employés des assurances en grève ont croisé notre cortège.

«Banques, assurances : solidarité !», slogan bien repris. Mais surtout, c'est par l'appel à l'embauche que nous comptons bien lutter contre les mauvaises conditions de travail. Les perspectives :

— se remobiliser (bien que peu de précisions aient été données par les directions syndicales), si la réunion paritaire du 8 ne nous donne pas satisfaction ; — continuer le combat avec les autres travailleurs. Une mobilisation à suivre...

Corr. BANQUES

AFPA Montreuil : succès sur l'essentiel

L'intersyndicale des services centraux de l'AFPA a été reçue mardi par le ministre du Travail. Il ressort de cette réunion un succès au moins provisoire de la lutte que mènent avec détermination, depuis le 5 janvier, les employés contre le transfert de Montreuil à Bordeaux.

Ils ont en effet appris de la bouche de Boulin que les crédits de transfert dans le cadre du plan Aquitaine n'étaient pas prévus dans les prochains budgets. Toutefois, le principe du déménagement n'est pas remis en cause mais seulement reporté. La seule décision effectivement prise par Boulin,

c'est la dispersion à travers la France du service de formation chargé de coordonner les programmes des différents centres de formations professionnels du pays.

Les employés, réunis en assemblée générale, ont exprimé leur volonté de s'opposer au démantèlement des services centraux de formation ; ils ont par ailleurs souligné que l'action avait rencontré un succès provisoire. En tout état de cause, si la menace de déménagement devait à nouveau se préciser, ils sont décidés à reprendre l'action, avec l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC et FO.

Les actions projetées dans la CFDT

La CFDT communique la liste des principales actions en cours dans le pays. La confédération précise : «Dans la plupart des cas, il s'agit au minimum d'actions CFDT-CGT. Parfois l'unité d'action est encore plus large.»

Sidérurgie : 25 janvier au 15 février. Quatre heures de grève décidées à la base. Mi-février, grève de 24 heures.

CNRS : 1^{er} février, grève. **EGF** : 6 février. Manifestation avec débrayages (les cheminots du Sud-Est débrayèrent le 31 janvier. NDLR).

Rhône : 7 février. Rassemblements, manifestations et débrayages. **Isère** : 7 février, journée

départementale d'action. **Loire atlantique** : 8 février, grève de 24 heures avec piquets de grève et manifestations.

Charente maritime : 9 février, journée d'action.

Nord Pas-de-Calais : 16 février, grève de 24 heures avec manifestations.

Banque : 8 février, demi-journée de grève à l'occasion de la réunion de la Commission paritaire (le 31 janvier, il y avait déjà eu une grève de 24 heures. NDLR). **Loire** : 20 février, grève de 24 heures.

Lorraine : Journée d'action fin février.

Pays de la Loire et Bretagne : Actions régionales envisagées.

Ardennes : Projet d'une journée «Ardennes à Paris». **Interco** : Actions en février.

Après l'expulsion des réfugiés basques

LE DROIT D'ASILE BAFOUÉ

La France plus directement impliquée dans le problème basque

Les conséquences de la grande rafle de police effectuée dans la nuit de lundi à mardi dans les milieux basques du Sud-Ouest de la France risquent d'être nombreuses. L'ampleur de la rafle ne fait aucun doute.

Tous les habitants de la région ont pu constater la multiplicité des barrages de police, la présence des CRS dans toutes les villes de la côte, et une grande animation dans les commissariats. Il est plus difficile de savoir avec précision combien de personnes ont été interpellées.

A San-Sébastien, en Espagne, la police attendait mercredi l'arrivée de sept personnes, accusées d'être membres de l'ETA. Les mêmes milieux indiquaient que treize autres personnes interpellées auraient été assignées à résidence par le gouvernement français. La police française ne parle que de treize arrestations, sans préciser combien d'expulsions ont eu lieu.

NOUVELLE ÉTAPE DE LA «NORMALISATION»

La rafle de mardi est une nouvelle étape dans la «normalisation» des rapports entre la France et l'Espagne. Déjà, depuis le voyage de Giscard en Espagne en juillet dernier, le statut de réfugié politique n'est plus accordé aux Espagnols qui en faisaient la demande. Il n'est pas non plus renouvelé pour ceux qui en bénéficiaient jusqu'alors. Argument avancé : l'Espagne est devenue une démocratie. Jusqu'à présent, par accord tacite, les réfugiés basques échappaient à cette nouvelle réglementation. Mais mardi, après la rafle, un communiqué du ministère des Affaires étrangères annonçait que les réfugiés basques, encore titulaires des cartes de réfugiés,



Le 24 décembre, des milliers de basques aux obsèques d'Argala, dirigeant de l'ETA assassiné à Saint-Jean-de-Luz.

«vont prochainement recevoir notification du retrait de leur statut et se verront accorder automatiquement des cartes de séjour et de travail de ressortissants espagnols». Le statut de réfugié politique réfère, en principe, à des règles strictes, ce qui n'est en rien le cas des cartes de séjour, dont l'obtention varie au gré de la conjoncture politique. Tous les immigrés en savent quelque chose.

Les différentes initiatives prises par le gouvernement français en ce début de semaine correspondent évidemment à une volonté d'éliminer tous les points noirs qui pouvaient exister entre les bourgeoisies française et espagnole. De ce point de vue, elles font directement suite à la visite effectuée à Paris, il y a trois semaines, par le ministre espagnol des Affaires étrangères, Marcelino Oreja. Giscard compte ainsi se concilier un régime espagnol qui, on le sait, va bientôt faire son entrée dans la Communauté économique européenne. Quant aux conséquences, qui risquent d'être nom-

breuses, on peut les apprécier sur deux plans.

DES IMPLICATIONS GRAVES

Tout d'abord, on est en droit de se demander ce qu'il en est aujourd'hui du droit d'asile en France : d'année en année, celui-ci se réduit comme une peau de chagrin. Pour le gouvernement français, les seuls réfugiés politiques acceptables sont ceux qui abandonnent toute activité politique. L'affaire des Basques, après celle de Klaus Croissant, montre de plus en plus que les relations entre États priment maintenant sur le droit d'asile.

La deuxième conséquence est que la France s'implique désormais beaucoup plus directement qu'avant dans le problème basque. Les liens entre les deux parties du pays basque Euskadi-Nord et Euskadi-Sud ont toujours été très vivaces et pour cause. Cependant, la nature des actions engagées par les Basques pour défendre leur identité à jusqu'ici été différente entre le Nord et

le Sud. Cela tenait en grande partie au type de régime existant de part et d'autre de la frontière jusqu'à ces dernières années : fascisme d'un côté, démocratie bourgeoise de l'autre. En choisissant de s'impliquer directement au côté du régime espagnol — y compris par des actions de police — le pouvoir français risque bien de se trouver bien plus confronté qu'il ne l'était jusqu'alors à la lutte du peuple basque. Quelle que soit l'appréciation qu'on peut porter aujourd'hui sur le type d'actions menées par certains en Euskadi, comment imaginer que les militants basques vont d'un seul coup respecter une frontière qu'ils considèrent comme artificielle ? Comment le gouvernement français va-t-il s'y opposer ? Par la force ? Cela ne pourrait qu'entraîner une riposte. Et la France se trouverait ainsi partie prenante d'une situation à laquelle le gouvernement espagnol est incapable de faire face et qu'on appelle là-bas le cancer.

N.D.

Conseils régionaux

Grandes manœuvres pour petits enjeux

Depuis le début du mois de janvier, et pour quelques semaines encore, les Conseils régionaux élisent leurs présidents. En soi, cette élection n'a que bien peu d'importance. Coïncés entre les Conseils généraux (au niveau du département) et le pouvoir central, les Conseils régionaux ont peu de pouvoir. De plus, ils doivent partager ces faibles pouvoirs avec les préfets de région.

Hormis la notoriété qu'elle confère, la fonction de président du conseil régional n'est donc pas d'un grand poids dans l'échelle de valeur du personnel politique de la bourgeoisie.

Pourtant, les élections qui ont lieu en ce moment retiennent l'attention, dans la mesure où, là encore, le jeu politique des partis peut se développer. Plusieurs cas se présentent, qui tous ont eu une signification précise. Ainsi dans les régions du Languedoc, du Nord, de la Provence-côte d'Azur ou du Limousin, les présidents ont été élus à l'unanimité, personne ne se présentant contre eux. Ces présidents s'appellent Tailhade, Mauroy, Deferre et Chandernagor, et ils sont tous du PS. En jouant sur tous les registres de la social-démocratie — un coup à droite, un coup à gauche —, ils sont parvenus dans leurs régions, et avec les seuls notables, à construire un consensus comme beau-coup en rêvent. A l'inverse, les présidents de droite ont tous eu affaire à une opposition. Il faut remarquer à ce sujet que la gauche se prononce maintenant régulièrement divisée, au ris-

que parfois de devoir perdre de la présidence à cause de cela.

Dernières remarques sur ces élections : la très grande stabilité.

Cela s'explique dans la mesure où les conseils régionaux, amalgames entre les députés, certains élus départementaux et municipaux, et des notabilités diverses, ont été conçus justement pour être des organismes stables. Cette année, un seul conseil régional aura basculé : celui d'Aquitaine. Après des années de règne sans partage, Chaban Delmas s'est fait battre par le socialiste Labarrère. Encore faut-il préciser que la gauche est depuis longtemps majoritaire en Aquitaine. Il se trouve simplement que traditionnellement, quelques représentants du PS ou des MRG glissaient en cachette un bulletin Chaban, au dernier moment, dans l'urne. L'affaire a failli se reproduire cette année, mais, démasqués, les traites ont été contraints, devant tout le monde, de voter Labarrère. A défauts de grands enjeux ou de grands débats, les conseils régionaux ont au moins leurs petites manœuvres.

Histoire de langue

Une petite bataille se mène en permanence à Bruxelles pour savoir qu'elle doit être la langue utilisée par les fonctionnaires de la Communauté européenne. Une récente affaire a même été jusqu'à motiver une question de Michel Debré au Parlement français : un fonctionnaire de la CEE était chargé de collecter les appels d'offre d'industriels quant à l'harmonisation des langages informatiques dans les différents européens. Le fonctionnaire était français, il s'adressait à des industriels français. Mais toute la correspondance a été rédigée... en anglais. Barre a promis une véhémente protestation du gouvernement.

En bref...En bref...En bref...En bref...En bref...En bref...En bref

● Moshe Dayan à Paris résultat modeste

«Nous verrons si ma visite en France n'aura été qu'un épisode passager ou si elle aura des suites» a déclaré Dayan à l'issue de sa visite à Paris. «Nous espérons que la France ne fera pas que nous écouter mais aussi qu'elle nous comprendra même si elle n'est pas d'accord avec nous» a déclaré Moshe Dayan à l'issue de sa visite à l'Élysée, ou il ne paraît pas avoir convaincu le gouvernement français. Les interlocuteurs de Dayan lui ont redit que la négociation égypto-israélienne «n'était nullement condamnable en soi, mais ne représentait qu'une étape sur le chemin d'un règlement global». L'attitude française en ce qui concerne le Sud-Liban a été réaffirmée. Cependant, cette visite marque une ouverture française à l'égard d'Israël. Celle-ci est sanctionnée par le fait qu'une mission, dirigée par le directeur des Affaires économiques au quai d'Orsay, va se rendre en Israël pour

étudier les différentes possibilités d'extension des relations économiques.

Par ailleurs Dayan s'est dit inquiet de l'élargissement de la CEE «surtout de l'adhésion de l'Espagne qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël — car elle risque de poser des problèmes pour nos exportations». On sait qu'Israël est gros fournisseur de fruits et légumes à l'Europe ; l'entrée dans le Marché commun des pays d'Europe du Sud pourrait améliorer leur position concurrentielle.

A Propos du traité de paix israélo-égyptien, il a affirmé : «Il a encore une bonne chance d'être signé. Mais les Etats-Unis ne relanceront le dialogue que lorsqu'ils auront la quasi certitude de pouvoir aboutir à des résultats». Les Etats-Unis envisagent deux possibilités : un nouveau sommet de Camp David ou une nouvelle navette diplomatique de Vance déclare le *New-York Times* après l'échec de la dernière mission du négociateur américain le week-end dernier.

● Trains bloqués à Lyon

Mercredi à dix heures, les pompiers en grève se sont installés sur les voies et ont perturbé le trafic ferroviaire jusqu'à 13 heures.

Les pompiers de la région lyonnaise sont en grève depuis le 12 janvier.

● Encore le pétrole de l'Amoco Cadiz

Depuis deux semaines, l'épave de l'*Amoco Cadiz* est totalement submergée. Le pétrole qui restait dans les soutes vient de s'en échapper et s'est répandu sur le littoral de Portsall en couche atteignant parfois plusieurs centimètres d'épaisseur. Les ouvriers pêcheurs goémoniers, austréiculteurs attendent toujours leurs indemnités.

CHEMINOTS - USAGERS AUX CÔTÉS DES TRAVAILLEURS MENACÉS

Ce mercredi, deux militants syndicaux comparaissent devant le Conseil de discipline de la SNCF. Elle entendait ainsi sanctionner la jonction qui s'était établie entre les cheminots et les usagers qui depuis plusieurs semaines ont entamé des actions

Cour de Châlon, gare de Lyon, *L'internationale*, suivie d'autres chants ouvriers, résonne, sortant à pleine puissance d'une voiture sono, installée devant les bureaux de la direction régionale. Des banderoles sont déployées, le rassemblement prend forme.

«*La SNCF juge les défenseurs du service public*» indique une pancarte à l'intention des spectateurs. Bientôt, 500 personnes sont rassemblées, pour faire connaître leur solidarité avec les deux cheminots qui comparaissent, vers 14 heures, devant le conseil de discipline. Sont présents essentiellement des cheminots CFDT, seul syndicat qui appelait à débayer, en signe de solidarité. Des cheminots CGT sont également présents, de leur propre initiative. Des usagers aussi, représentés notamment par deux associations, le CEDURF (Co-

mité d'étude et de défense des usagers route et fer), et la FUT (fédération des usagers du transport).

Les deux cheminots, l'un militant CFDT, l'autre CGT, tous deux ayant des responsabilités au niveau de leur secteur, étaient accusés par la direction d'avoir établi une liaison avec les usagers. Ces derniers, en effet, n'ont pas hésité, ces dernières semaines, à manifester leur mécontentement devant les trains en retard ou inconfortables, en descendant sur les voies, bloquant les trains.

Les cheminots, quant à eux, luttent pour l'amélioration de leurs conditions de travail et contre les compressions d'effectifs : ils avaient déclenché des grèves. En butte aux mêmes responsables, pour des causes identiques (systématisation de la rentabilité sur les lignes secondai-

res), la jonction entre usagers (qui sont aussi des travailleurs), et les cheminots était donc naturelle, sans pour autant être facile à réaliser. La SNCF entretient une propagande fallacieuse, accusant les grévistes, ou plus simplement les cheminots, d'être responsables des retards et des inconvénients subis par les usagers. Les cheminots grévistes avaient alors expliqué et démontré que le matériel vieillot et peu entretenu était la véritable cause du mécontentement de ceux qui empruntent quotidiennement le chemin de fer. Ils ont dû aussi expliquer que les multiples incidents sont le fruit d'une politique délibérée de la part de la direction SNCF qui, tout en augmentant ses tarifs, délaie les lignes secondaires, préférant «bichonner» les trains et services de prestige, et remet en cause

les acquis des travailleurs (SNCF et usagers) en appliquant peu à peu le fameux rapport Guillaumat.

Cette unité en voie de constitution entre cheminots et usagers est la condition pour créer le rapport de forces nécessaire pour faire reculer la SNCF. Pour tenter de la briser, elle attaque basement deux cheminots, remettant gravement en question le droit de grève, la liberté syndicale.

Le Conseil de discipline (bipartite : trois représentants de la direction, trois des syndicats), était mitigé sur l'application de la sanction (dernier avertissement et déplacement disciplinaire) demandée par la direction. Cette dernière a maintenant le choix de l'appliquer. Les cheminots lui ont fait savoir, que si tel était sa décision, la riposte ne tarderait pas.

Pierre CHÂTEL

L'arrivée du train Evreux-Paris, mardi matin à la gare Saint-Lazare



Deux projets de loi de S. Veil

L'austérité est en bonne santé

Monsieur antidote bientôt nommé

Annoncés au dernier Conseil des ministres : deux projets de loi concernant les hôpitaux. Le premier permettra aux autorités sanitaires de fermer les lits d'hôpitaux en cas «d'excédents manifestes par rapport aux besoins» définis par la carte sanitaire. Ce qui revient, en plaçant la rentabilité des hôpitaux en tête des critères retenus pour ce choix, à réduire dangereusement les marges de sécurité, le nombre de lits facilement disponibles en cas d'épidémie ou d'accidents graves. Et l'isolement de malades très contagieux risque d'être plus difficile, lorsque des salles entières seront fermées dans un même hôpital.

Le second projet de loi, tarifaire, consistera à définir chaque année une somme globale affectée à chaque hôpital et non diverses dépenses liées à divers postes (médicaments, soins, etc.). Ce projet n'est pas anodin, car il renforce la tendance à faire de chaque hôpital une entreprise gérée à la façon de toutes les entreprises capitalistes et non plus un service public

aux activités diversifiées. Par ailleurs, Simone Veil est décidée à mettre en place le profil médical, idée en l'air depuis 1970 (projet Boulin), qui consiste à mettre sur ordinateur les dépenses occasionnées par les ordonnances de chaque médecin à la Sécurité sociale. Un système de sanctions et de rappels à l'ordre à la clef ! Ce premier contrôle des prescriptions et des arrêts est une menace sérieuse à terme pour la santé des travailleurs.

Enfin Veil a annoncé la nomination d'un Monsieur Antidote, chargé de lutter contre le gaspillage de médicaments et la mise en place d'un groupe d'experts pour étudier en deux mois les moyens de limiter «la croissance des prescriptions». Des discours patelins à la télévision sur le «droit à la santé» des Français, des mesures de restriction et une austérité aggravée au Conseil des ministres : le petit numéro de madame Veil commence à être usé...

Pierre PUJOL

A propos de... Peyrefitte aux Dossiers de l'écran

tribune libre

Monsieur Peyrefitte aura réussi à nous surprendre pendant trente secondes, lors de sa prestation fleuve des *Dossiers de l'écran* : les «juges rouges» a-t-il assuré ont été utiles en sensibilisant l'opinion aux problèmes des accidents du travail. Venant après ses intentions de nous appliquer «les rigueurs de la loi républicaine» exprimées dans ses articles du *Monde*, l'hommage avait de quoi étonner. L'absence de cohérence aussi, huit jours après la décision de la Cour de cassation confirmant définitivement la relaxe de Chapron, pour le délit d'homicide involontaire.

Mais il est vrai que les juges sont indépendants. Monsieur Peyrefitte l'a répété, sans d'ailleurs paraître convaincre ses interlocuteurs. Relevant seulement sur ce sujet une affirmation d'un cynisme étonnant : le Conseil supérieur de la magistrature, chargé de contrôler les mutations et avancements des juges, fonctionne de façon plus indépendante depuis 1958, car auparavant ses membres étaient désignés par le Parlement, donc par des partis politiques, ce qui n'est plus le cas actuellement. Monsieur Peyrefitte oublie seulement de préciser que maintenant c'est le Président de la République qui les désigne. Tout risque d'imprévu est désormais écarté.

On aura surtout remarqué un absent de taille dans les propos du ministre : la crise économique. Ce sont pourtant les chômeurs qui constituent maintenant la majorité des usagers de la Justice, et au rythme actuel des licenciements, le salarié aura bientôt disparu des tribunaux. Une crise d'une telle ampleur rend les règles de droit encore plus inadéquates, encore plus insupportables. Que signifie la liberté des contrats quand le souscripteur d'un contrat de crédit est privé d'un emploi ? Quelle est la valeur de la loi sur la détention provisoire qui précise que l'un des critères de la mise en liberté est le travail ?

Mais de cela, pas un mot. On a préféré répondre complaisamment aux Français sélectionnés qui regrettaient de ne pas pouvoir tirer sur les voleurs de sacs à main.

Maurice Zavaro,
vice-président du Syndicat
de la magistrature

INTERNATIONAL

● URSS : trois Arméniens fusillés

Stepan Zutikian et deux autres personnes ont été fusillés après avoir été accusés d'être responsables de l'attentat du 8 janvier 1977 contre le métro de Moscou. Stepan Zutikian, 32 ans, a été cinq ans emprisonné pour «activités nationales antisoviétiques». Son procès, «public», s'est déroulé en l'absence de sa famille. Selon les informations dont dispose l'opposition soviétique, Zutikian ne se trouvait pas à Moscou au moment de l'attentat qui lui était reproché.

● L'URSS renforce son dispositif dans les îles Kouriles

La presse japonaise indique que l'URSS, qui occupe illégalement deux îles de l'archipel des Kouriles (situé au Nord du Japon), procède actuellement à un renforcement de sa garnison militaire dans l'archipel. Les satellites espions américains indiquent que les Soviétiques achèvent la construction de deux bases disposant de radars puissants ; cette information est confirmée par l'écoute des messages radio soviétiques. Des experts japonais pensent que l'Union soviétique entend ainsi faire de la mer d'Okhotsk un «lac soviétique» et assurer un libre passage à sa flotte à travers l'archipel des Kouriles.

ZIMBABWE : LE PEUPLE A L'ASSAUT DU RÉGIME RACISTE

Les premières victoires de l'année

Pour le mouvement de libération du Zimbabwe, le Front patriotique (composé de la ZANU et de la ZAPU), 1978 a été «l'année du peuple», l'année de la libération de 80 % du pays et de la construction du pouvoir populaire à la campagne.

En même temps, l'année dernière a vu l'impérialisme US et l'impérialisme britannique multiplier ses tentatives pour sauver la face du régime raciste : tentative de «réglement interne», plans anglo-américains, rencontre de Nkomo et de Smith, destinée à diviser le Front, pressions à l'égard de la Zambie. Ces manœuvres se sont accompagnées d'une série d'agressions sans précédent contre le Mozambique et la Zambie, bases arrières du mouvement de libération.

Ces complots impérialistes n'ont pas empêché le mouvement de libération de maintenir ses objectifs : l'indépendance totale et le pouvoir au mouvement de libération, le Front patriotique. Ces derniers mois, il a obtenu des

succès militaires foudroyants, en particulier en décembre, l'attaque contre le dépôt d'essence de Salisbury. C'est désormais contre les villes, dernier refuge où se concentrent les colons, que vont redoubler les offensives de la guérilla.

Prétendant organiser le «réglement interne», Smith vient de le faire approuver dans un référendum par les blancs.

Dernier acte de la farce que tente de jouer péniblement le régime de Smith, il entend encore organiser sous son contrôle des élections générales en avril. Mais le cœur n'y est plus. Dans un discours prononcé le 11 janvier, le chef des racistes affirmait qu'il n'espérait plus venir à bout de la guérilla, mais qu'il espérait reculer «la catastrophe imminente».

Pour colmater les brèches dans la défense des villes et agresser les pays voisins, Smith n'a pas assez de tous les mercenaires recrutés dans les pays occidentaux (USA, Grande-Bretagne, France). Il a tenté d'incorporer de jeunes Noirs conscrits à

son armée. Mais le 10 janvier, à Bulawayo, sur 1 544 appelés, 300 seulement se sont présentés à la caserne : et il est clair qu'ils rejoindront le Front à la première occasion. Du coup, Smith est obligé d'appeler les Blancs de 50 à 59 ans à faire des périodes de service actif !

Dans l'interview d'Eddison Zvobgo que nous publions, celui-ci annonçait en décembre de nouvelles opérations contre les villes. Toutes les informations parvenues le confirment : offensive contre Bulawayo, deuxième ville du pays le 12 janvier (une centrale électrique détruite, une voie ferrée coupée). Aujourd'hui, Smith a décrété la loi martiale dans 90 % du Zimbabwe, il interdit toute activité de la Croix-Rouge à la campagne pour empêcher que les vivres et les médicaments parviennent à la guérilla. En prenant de telles mesures, il reconnaît qu'il a perdu la partie. Ses protecteurs occidentaux ne le sauveront pas.

J.-P. CHAMPAGNY

Une victoire à bref délai Interview radiophonique d'Eddison Zvobgo, membre du Comité central de la ZANU

«Aujourd'hui, nous menons des opérations et nous exerçons notre contrôle politique sur trente-neuf des cinquante districts. Ce qui signifie, en terme de géographie et de population, à peu près 80 % du Zimbabwe. Les onze districts restants sont Salisbury, Bulawayo, Gwelo, Umtali, Que Que, Fort Victoria, Gatooma, Hartley et Shamva... L'essentiel du pays est maintenant strictement sous le contrôle des forces de la ZANLA (armée de libération de la ZANU).

Aujourd'hui, nous avons fini une première phase, qui consistait à s'emparer de la plupart des zones rurales et d'exercer un contrôle politique sur la population civile, et nous lançons une deuxième phase, que nous appelons opération encerclement : encerclement des zones urbaines. Nous pensons que nos forces, à l'heure où je vous parle, ont achevé leur mouvement autour des régions urbaines et sont prêtes à la lutte armée, et pas seulement à Umtali et Salisbury, que nous avons déjà bombardées trois fois. Maintenant tout le monde est bloqué. Nous exerçons un contrôle auquel aucun n'échappe en ce sens que nous pouvons les empêcher demain d'aller au travail.

Maintenant, nous avons attaqué Salisbury. Il y a deux semaines, nous avons touché le quartier Nord de

Salisbury, un des coins où les gros richards réactionnaires vivent ; et immédiatement l'armée de l'ennemi a imposé des règlements de couvre-feu. Ces règlements empêchent les colons blancs d'aller de leurs quartiers à la ville ou hors de la ville dès qu'il fait nuit, après six heures. Nous avons imposé cette contrainte psychologique dans la capitale.

Cette tactique va être généralisée dans toutes les agglomérations urbaines et on va arriver à cette réussite stratégique : l'ennemi va être obligé de retirer ses forces partout dans le pays pour les concentrer afin de défendre le bastion du racisme, c'est-à-dire les régions urbaines.

Maintenant, la saison des pluies va arriver. Callaghan et Carter le savent et Smith et ses agents ont vraiment une trouille intense ; ils ont peur de ce qui va leur arriver car évidemment, nous avons l'intention d'obtenir une victoire militaire à bref délai.

Dans la même interview, Eddison Zvobgo répond à une question concernant les armées privées des ministres fantoches Sithole et Muzorewa. En effet, ces milices ont commencé des opérations dans le pays en tentant de se faire passer pour les troupes du Front patriotique. Le responsable à l'informa-

tion de la ZANU répond à ce sujet :

« Il faut corriger certaines dépêches de presse. En fait, ils ont vraiment peu de forces. En ce qui concerne Sithole, ils ont été entraînés en Ouganda. Nous en avons arrêté beaucoup, et beaucoup se sont échappés pour rejoindre nos rangs... Leur intention est de s'infiltrer dans des régions rurales où ils n'exercent aucun contrôle. Mais ils ne se comportent pas comme des révolutionnaires, ce sont juste des bandits. Ils ne s'aventurent pas dans les régions où se trouvent nos forces. Tout ce qu'ils font, c'est se joindre à un convoi militaire pour aller dans les villages et terroriser les masses et revenir avec le convoi à la nuit tombée. Ils ne posent pas de problèmes. Les paysans les reconnaissent immédiatement. Vous savez, le paysan connaît notre style de travail. Il reconnaît immédiatement chacune des forces du Front patriotique selon la manière dont elle se comporte. Du point de vue idéologique, un paysan va reconnaître la ZANLA à dix miles de distance. Cela vient de la manière dont nous avons vécu avec eux, travaillé avec eux depuis des années. Alors nous pensons qu'à la chute du régime, toute cette racaille va immédiatement s'effondrer, sans aucun doute. »

Mozambique : résistance à l'agression

Déclaration du Comité Politique permanent du FRELIMO

Battu à l'intérieur du pays, le régime raciste a tenté de frapper par tous les moyens le peuple du Mozambique, soutien et base arrière du mouvement de Libération. Ces dernières semaines, il a multiplié les agressions, par une escalade de ses invasions, visant aussi bien les réfugiés que les moyens de communication et les civils mozambicains sans défense. Dans le communiqué publié ci-dessous, le FRELIMO lance un appel à la résistance. De son côté, le Comité Mozambique lance un appel pour la solidarité en France.

Peuple mozambicain,

Notre patrie est délibérément agressée par l'impérialisme qui, pour commettre ses crimes, utilise son fidèle agent, le régime raciste illégal de la colonie britannique de Rhodésie du Sud.

Depuis la dernière semaine de novembre 1978 jusqu'à ce jour, des agressions et des provocations répétées de l'ennemi ont eu lieu contre des objectifs situés dans les provinces de Tete, Manica, Sofala et Gaza.

L'ennemi nous a attaqué avec son aviation, a fait débarquer des troupes hélicoptères, a lancé des parachutistes et infiltré des groupes de mercenaires et de bandits.

Les cibles de ces actions ont été : des moyens de communication (voies ferrées, routes, ponts, lignes téléphoniques), des moyens de transport (trains, autocars, camions), des moyens de production (tracteurs, équipement agricole). Des installations des FPLM (Forces populaires de libération du Mozambique) ont été bombardées par des avions à réaction ennemis. Des biens et de l'argent des populations ont été l'objet de vol et de destruction.

Des hommes, des femmes, des enfants ont été enlevés et assassinés. Des combattants des Forces de défense et de sécurité se sont sacrifiés pour défendre le sol de la patrie.

Des coopérants engagés dans des projets économiques et sociaux ont été l'objet d'attaques délibérées de l'ennemi dans les zones frontalières.

L'intensification des attaques, le fait qu'elles commencent à atteindre des zones très proches de villes-capitales de province, l'usage

massif d'avions à réaction et d'hélicoptères, l'utilisation systématique de bombes au napalm et de bombes explosives à grande puissance et à grand pouvoir de destruction, révèlent qu'il s'agit d'une action programmée d'escalade dans l'agression contre notre peuple, escalade conduisant vers la guerre totale.

Le caractère odieux et barbare des crimes réalisés contre les vies et les biens des populations manifeste la tentative cruelle de semer la panique et la terreur et de forcer notre peuple à capituler.

Dans ces actions, les racistes rhodésiens se montrent comme les continuateurs des méthodes barbares des colonialistes portugais et des impérialistes du monde entier. Ils connaîtront le même sort.

Pourquoi les racistes nous attaquent-ils ?

Nous ne pouvons pas dire que ces attaques sont le seul fait des racistes rhodésiens. Des avions «Mirage» ont fait leur apparition dans ces attaques. Des hélicoptères américains de fabrication récente viennent d'être livrés à la Rhodésie.

C'est l'impérialisme qui nous attaque. Il nous attaque, caché derrière les masques du régime raciste de Rhodésie.

Il nous attaque parce que nous refusons de trahir et de vendre le peuple du Zimbabwe.

Il nous attaque parce que, dans notre patrie, les écoles sont les nôtres, la santé sert le peuple, l'exploitation de l'homme par l'homme est liquidée.

Il nous attaque parce que le peuple exerce le pouvoir et veut développer son économie pour améliorer sa vie.

En résumé, il attaque le socialisme qui naît, pour prouver que le socialisme n'est pas utile. Il attaque notre liberté pour montrer aux peuples opprimés de l'Afrique australe que la tyrannie raciste est la plus forte.

Il veut détruire l'exemple que constitue notre République populaire.

Que devons-nous faire ? Nous sommes plus forts que les racistes, nous sommes plus forts que l'impérialisme.

Les colonialistes portugais étaient également un instrument de l'impérialisme et ils avaient même plus de soldats et d'avions que le régime de Rhodésie. Ils ont été mis en déroute par notre peuple. Ils ont été mis en déroute par l'unité, par la détermination, par l'organisation et par l'initiative de notre peuple, dirigé par le FRELIMO.

Faisons subir maintenant une déroute à cette nouvelle agression.

Mettons l'ennemi en déroute en organisant la défense, la protection de nos maisons, de nos biens, de nos équipements, de nos trains, de nos camions, de nos autocars, de nos tracteurs, de nos lignes téléphoniques, de nos routes, de nos voies ferrées.

Réparons immédiatement chaque chose détruite. Chaque village, chaque assemblée du peuple doit s'organiser pour défendre et réparer les objectifs de sa zone.

Développons la production pour accomplir les prévisions de notre plan. Garantissons l'écoulement de notre production. Garantissons l'approvisionnement.

Appliquons les résolutions de la quatrième session du Comité central de notre parti.

La jeunesse mozambicaine doit se constituer en avant-garde et de choc pour défendre notre patrie et notre économie, reconstruire les zones dévastées, dynamiser et impulser la production.

Notre État va décréter rapidement les lois nécessaires pour réprimer avec la plus grande sévérité les mercenaires et les bandits à la solde des racistes et des impé-

rialistes, qui commettent les crimes les plus odieux contre notre peuple.

Les cadres du parti et de l'État vont aller soutenir l'organisation et le travail des populations les plus menacées.

Les FPLM, les forces de sécurité vont intensifier leur préparation au combat pour anéantir plus complètement les agresseurs et leurs laquais, et neutraliser la tentative

désespérée de l'impérialisme de provoquer une guerre généralisée en Afrique australe.

Punir sévèrement l'ennemi qui nous attaque, renforcer notre soutien au peuple du Zimbabwe c'est défendre notre patrie, défendre la paix, garantir notre développement.

La lutte continue !
La révolution vaincra !
Le socialisme triomphera !

APPEL DU CENTRE D'INFORMATION SUR LE MOZAMBIQUE

A la suite des dernières informations qu'il a reçues (notamment la déclaration du Comité politique permanent du FRELIMO et le communiqué du ministère de la Défense, datés du 5 janvier 1979, publiés dans *Tempo* N° 432 du 14 janvier, le Centre d'Information sur le Mozambique se déclare gravement préoccupé par l'escalade de l'agression impérialiste contre la République populaire du Mozambique.

Le Centre d'Information sur le Mozambique lance un appel : — aux organisations et personnes amies du Mozambique, pour qu'elles se mobilisent activement pour dénoncer cette escalade de l'agression et pour soutenir politiquement et matériellement le peuple mozambicain, ses forces populaires de Libération, son gouvernement et le FRELIMO ;

Le CIMO signale qu'il dispose d'un film mozambicain récent : «Voici nos armes» (1 heure, noir et blanc, 16 MM son optique ou 35 MM, location 200 F), dont le thème central est : «Pourquoi la Rhodésie attaque le Mozambique» ?

Le CIMO a reproduit en français la déclaration du président Samora Machel sur «La stratégie double de l'impérialisme au Zimbabwe», datée du 15 septembre 1978 (brochure de 12 pages, 3 F).

Des messages de solidarité peuvent être envoyés : — soit au CIMO, qui transmettra

— soit par télégramme directement au Comité politique permanent du FRELIMO, C.P. 357 Maputo, République populaire du Mozambique.

Le Centre d'Information sur le Mozambique lance une campagne de solidarité financière. Envoyez vos contributions à : CCP CIMO 19 388 70 Y Paris

Comité Mozambique
14 rue de Nanteuil
75 015 Paris
Tél : 531 - 43 - 38

Après les rencontres Deng Xiaoping - Carter

La normalisation des relations sanctionnée

Le plus clair résultat de la visite de Deng Xiaoping aux Etats-Unis est qu'elle a donné un éclat particulier à la normalisation des relations entre les deux pays. Les entretiens du Vice-Premier ministre chinois avec Carter ont sanctionné la reconnaissance par les Etats-Unis du fait que Taiwan est une partie de la Chine. C'est dans le cadre des conversations sur les relations bilatérales, et non parmi les questions générales, que ce point a été traité. De leur côté, les sénateurs n'ont pu qu'enregistrer sans être en mesure de poser quelque condition que ce soit l'exposé fait par Deng Xiaoping sur la manière dont le gouvernement chinois entend conduire le processus de réunification pacifique :

« Nous laisserons inchangés le système et le mode de vie actuels à Taiwan. Nous permettrons au gouvernement de Taiwan d'avoir des relations de peuple à peuple avec d'au-

tres pays comme le Japon et les Etats-Unis. Par cette politique, nous pensons pouvoir parvenir à une réunification pacifique... Cependant la Chine ne peut s'engager à renoncer à d'autres moyens car un tel geste ne servirait pas la cause d'une réunification pacifique ».

L'autre volet, seul document signé au cours de ce voyage, est l'accord de coopération scientifique et technologique ; cet accord porte par ailleurs sur les questions agricoles et celles de l'énergie. Selon le ministre américain du Commerce, les commandes de la Chine en matières d'usines clé en mains pourraient s'élever à 85 milliards de dollars d'ici 1985. Pour qu'une quantité importante échoit aux USA, il faudrait que le gouvernement américain et le congrès octroient la clause de la nation la plus favorisée et les facilités financières accordées aux autres pays.

« EN PARTANT DE NOS VUES STRATÉGIQUES... »

La portée de ce rapprochement a été commentée par Carter : « Nous n'avons pas établi ces nouvelles relations pour des profits temporaires » a-t-il déclaré lors du repas offert en l'honneur des invités chinois. « A long terme, nous croyons à une communauté mondiale des nations diverses et indépendantes. Nous sommes convaincus qu'une Chine puissante et sûre jouera un rôle coopératif au sein de cette communauté. Notre nouveau rapport peut contribuer en particulier à la paix et à la stabilité dans la région Asie-Pacifique ».

De son côté, Deng Xiaoping a souligné : « Nos deux pays ont des systèmes sociaux et des idéologies différents, mais nos deux gouvernements sont conscients que les intérêts de nos deux peuples et de la paix mondiale exigent que nous établissions de

telles relations bilatérales dans le contexte général de la situation internationale et en partant de nos vues stratégiques. C'est la raison pour laquelle nous sommes parvenus à un accord sur la normalisation sans trop de difficultés ».

Qui plus est, nos deux côtés se sont engagés solennellement dans le communiqué conjoint sur l'établissement de nos relations diplomatiques qu'aucun des deux côtés ne devrait rechercher l'hégémonie, qu'ils s'opposent aux efforts tentés par tout pays tiers ou tout groupe de pays en vue de s'assurer l'hégémonie. Cette restriction touche en premier lieu nous-mêmes et elle accroît en même temps notre sens des responsabilités vis-à-vis de la paix et de la stabilité du monde ».

Aucun communiqué ne devait être publié, à l'issue de la visite. Une rencontre entre Jimmy Carter et Hua Guofang a été convenue.

Dans l'édition datée du mardi 6 février, la seconde partie de notre enquête :

R.D.A: Derrière la « vitrine »...

Des jeunes Allemands de l'Est parlent de leur pays.

Nous publierons dans l'édition du Quotidien du Peuple, datée du mardi 6 février, la suite de l'enquête de Robert Milcat sur la République démocratique allemande. Dans la seconde partie de cette enquête, qui sera publiée au cours des trois premiers jours de la semaine :

- La stabilité des prix en RDA : un trompe-l'œil !
- La dictature du parti. Les « bons » militants et les contestataires.
- Pour les jeunes allemands de l'Est, Sigmund Jöhn n'est pas un modèle !

Rectificatif

Dans notre édition d'hier, une erreur de montage a pu rendre difficile la lecture de la page consacrée aux « Intershops ». Pour une lecture normale du récit relatant la visite au « bunker » à devises, le dernier paragraphe de la quatrième colonne commençant par : « J'essaie de savoir ce que pensent les clients... » doit être inséré après le second paragraphe de la troisième colonne se terminant par : « Je me sens un peu mal à l'aise, venant de l'Ouest ».

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs pour cette erreur regrettable.

Communiqués

MEETING DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE KAMPUCHEAN contre l'agression vietnamienne soutenue par l'URSS
VENDREDI 2 FEVRIER 1979 A 20 h 30
Mutualité salle B

Métro Maubert-Mutualité organisé par le Comité des Patriotes du Kampuchéa Démocratique soutenu par : PCR ml, PCML, OCF ml, UCF ml et 17 organisations étrangères.
Projection du film : la véritable nature de l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa

LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA CHINE PAR LES AMITIES FRANCO-CHINOISES

Les Comités AFC de la région centre vont consacrer la journée du dimanche 4 février à une réunion d'étude sur la politique étrangère de la Chine.

A partir de 9 h 30 à Blois au Centre d'accueil municipal 48 rue de la Poste La chaussée St-Victor

Participation : 7 F

SIX HEURES SUR LA CHINE samedi 3 février de 16 heures à 22 heures au centre la Balise, Résidence Saint-Hubert, 1 rue Joliot Curie SAINTE GENEVIEVE DES BOIS

La Révolution culturelle est-elle remise en cause en Chine ? Comment vit le peuple chinois à l'heure actuelle ? Pourquoi la Chine s'ouvre-t-elle vers l'extérieur ? Quel est le sens de la politique extérieure chinoise ?

● Afghanistan : violents combats

Selon des informations transmises au Pakistan par des organisations opposées au régime d'Afghanistan, des combats d'une particulière violence sont en cours dans la province de Parwan, proche du Pakistan. Le 26 janvier, l'aviation est intervenue détruisant de nombreuses habitations et faisant un nombre indéterminé de morts et de blessés. Le 27, d'importants renforts ont été acheminés. Les opposants au gouvernement déclarent que les communications entre la zone des combats et Kaboul ont été coupées.

Les travailleurs américains face à la crise (4)

La base militante gagne les élections locales.

Les syndicats américains sont confrontés à un mouvement de la base encore plus important que celui de l'année dernière. Les membres veulent une autre politique syndicale. Le caractère militant des grèves est la manifestation d'une volonté de mettre un terme à la politique de collaboration de classes. Les syndiqués du Livre à New York City ont récemment gagné après une grève de trois mois ; il n'y aura aucun licenciement pour cause économique jusqu'au terme du contrat, en 1984. Carter a dû faire appliquer la loi antigreve pour mettre un terme à la grève nationale des chemins de fer. Cette grève a été marquée par une solidarité ouvrière importante ; la grève a été nationale pour répondre au pacte de protection mutuelle qui liait les compagnies : la Norfolk and Western Railways, contre laquelle la grève était initialement déclenchée, recevait une compensation des autres compagnies pour les pertes que lui causait une grève longue, aussi les cheminots des autres compagnies se sont-ils mis en grève.

Mais de plus en plus souvent, de telles grèves sont menées contre la volonté des directions syndicales. Le Fraternal Association of Steel Haulers (FASH), qui regroupe 5.000 camionneurs transportant de l'acier a mené une grève en novembre contre l'avis du syndicat officiel, le

Teamsters, et a dû se défendre à plusieurs reprises contre les agressions du Teamsters.

A la base, des syndiqués s'organisent pour gagner des postes lors des élections. A l'usine Ford de Rouge Plant, dans le Michigan, un tel regroupement a gagné les élections dans la plus grande section locale de l'United Auto Workers. Souvent, les plus grosses unités élisent les candidats contestataires, mais au niveau national, il leur est opposé un tel nombre de petites sections locales isolées que le pouvoir syndical ne change pas de mains. C'est ainsi que Saslowski a gagné toutes les sections locales les plus importantes lors de l'élection du Président de l'United Steel Workers (sidérurgistes) mais qu'il était quand même battu.

Un des groupes de base le plus intéressant contestant la direction nationale paraît être les Teamsters for a Democratic Union, qui militent aussi à l'intérieur du syndicat des Teamsters (camionneurs mais aussi d'autres secteurs). Le TDU a un programme syndical qui attaque la pratique de Fitzimmons et des autres dirigeants syndicaux. Il réclame la constitution d'un syndicat démocratique, l'élection directe des délégués au congrès national, le droit de grève, y compris pendant la durée des contrats, pas d'accord patronat-syndicat sur les modifications des condi-

tions de travail, telles qu'elles sont stipulées dans le contrat, meilleures règles de sécurité du travail et de santé, pas d'heures supplémentaires obligatoires, meilleur plan de retraite, salaire des responsables syndicaux pas plus élevés que celui du travailleur le mieux payé, à travail égal, salaire égal, pas de discrimination à l'égard des Noirs et des femmes.

L'adoption d'un tel programme par un syndicat qui compte deux millions de membres représenterait une avancée considérable. Pour le moment, il n'y a guère d'espoir mais le débat se mène à tous les niveaux



Une grève exemplaire de plus d'un an menée par la base sans aucune aide syndicale a fini avec la victoire : la boîte Farah est maintenant syndiquée.

Par Bob BRYANT

et enrichit un syndicat qui, historiquement, a été un des plus rétrogrades.

La longue grève des mineurs, l'an dernier, était aussi un exemple de militantisme à la base, qui bousculait les directions syndicales. Mais aujourd'hui, les illusions s'amoindrissent, on ne croit guère changer les choses en changeant la direction nationale. Les efforts les plus importants se font au niveau local et se joignent petit à petit. Cette année verra la négociation de contrats de millions de travailleurs. L'organisation du rank and file, la base, va certainement faire sentir son poids.

Téhéran : retour de Khomeiny DES MILLIONS D'IRANIENS MASSÉS SUR LE PARCOURS

Judi matin à 7 h 10 (heure française), l'Ayatollah Khomeiny est arrivé à l'aéroport de Téhéran où 1 200 proches, munis d'un laissez-passer ont été autorisés à l'accueillir à sa descente d'avion. A quelques kilomètres de là, une foule de plusieurs millions de personnes s'est massée tout le long des 32 km qui mènent de l'aéroport à la capitale, pour acclamer le dirigeant religieux. Un service d'ordre entièrement organisé par l'opposition religieuse et composé de 50 000 « policiers islamiques » disposé le long du parcours, tandis que la police et l'armée se faisaient discrètes.

«Après quatre mois de résidence en France, je quitte ce pays pour servir mon pays. Je remercie la population de Neauphle-le-Château, le peuple français et dans une certaine mesure l'Etat français qui a assuré ma sécurité, et m'a permis de m'exprimer librement». C'est après avoir prononcé ces quelques mots, que l'Ayatollah Khomeiny a pris l'avion pour Téhéran, jeudi à 1 h du matin.

Au préalable, l'opposi-

tion religieuse a dû se mettre d'accord avec les autorités françaises sur le nombre de passagers, le boeing 747 d'Air France étant allourdi par le plein de carburant nécessaire à un éventuel retour si l'atterrissage à Téhéran n'avait pu s'effectuer. C'est donc 250 personnes qui ont pu prendre place dans l'appareil, dont seulement 20 membres de l'opposition religieuse accompagnés par 230 journalistes. Après le vol sans histoire Kho-

meiny devait atterrir à Téhéran à l'heure prévue. A l'aéroport, seuls 1 200 personnes, pour des raisons de sécurité ont été autorisées à accueillir l'Ayatollah.

Karim Sandjabi, président du Front National était présent. Fait à noter, la retransmission de cette arrivée qui se faisait en direct à la télévision iranienne a brusquement été interrompue par l'apparition sur les écrans d'un portrait du Shah, suivi de l'hymne national iranien. Tandis que le service d'ordre entièrement composé par l'opposition religieuse de 50 000 « policiers islamiques » contenait la foule évaluée à plusieurs millions de personnes, massées tout le long des 32 kilomètres qui mènent de l'aéroport à la ville, aucune

présence importante de la police ou de l'armée n'était à noter. Après avoir prononcé une courte allocution à l'aéroport, le chef religieux et sa suite se sont rendus en cortège en ville, d'où si la foule le permet, il se rendrait au cimetière de Téhéran pour y prononcer son discours-programme en fin de matinée.

Ce que va faire l'opposition religieuse maintenant : Sadek Gotzadeh, porte-parole de Khomeiny le disait, mercredi soir : «Nous allons foncer et arriver jusqu'à l'abolition totale de la monarchie et jusqu'à la République islamique».

Il a également confirmé qu'actuellement des armes étaient distribuées à la population mais que l'ordre de s'en servir n'était pas encore donné.

Frank ROUSSEL

Démonstration de l'armée mercredi à Téhéran

Mercredi à Téhéran, l'armée s'est livrée à une véritable démonstration de force 24 heures avant l'arrivée de l'Ayatollah Khomeiny. A 10 h 30 du matin, l'avenue Shah Reza a été envahie par une colonne militaire longue de trois kilomètres. Officiellement ce convoi ne faisait que traverser la capitale pour se rendre à l'aéroport afin d'assurer la sécurité pour le retour de Khomeiny. Dans ce défilé tous les corps d'armée étaient représentés : unités de police, de gendarmerie, infanterie, garde impéria-

le. Des centaines de camions, de jeeps et les semi-remorques portant les chars lourds «chiefain» ont ainsi circulés sur l'artère principale de Téhéran où chaque jour des milliers de manifestants se rassemblent. Une fois de plus l'armée a tiré, faisant trois morts et plusieurs parmi la foule hostile à la parade. Néanmoins, les soldats de l'armée de l'air présents dans le cortège ont pactisé avec la foule qui leur jettait des œillets rouges. Le mot d'ordre lancé par les soldats : «Armée de l'air, armée

populaire» est largement repris par la foule, tandis que les portraits de Khomeiny prennent place sur les camions militaires. C'est dans l'armée de l'air que sont apparues les contradictions les plus importantes durant ces dernières semaines les désertions et la rébellion s'est accentuée. Il y a quelques jours les pilotes d'une base aérienne avaient entamé une grève de la faim pour exiger le retour de Khomeiny, de même les mécaniciens de l'armée de l'air sont en grève. Malgré le démenti officielle sur

l'exécution de 160 soldats accusés de sabotage, la hiérarchie militaire reconnaît détenir en prison 112 soldats. S'il reste difficile d'évaluer l'ampleur des mutineries, on peut dire que malgré leur développement ces dernières semaines, elles restent circonscrites à des secteurs bien particuliers. L'opposition religieuse qui compte jouer sur les divisions internes de l'armée pense qu'elle peut «se détruire elle-même» en ajoutant cependant : «S'il le faut nous détruirons l'armée».

Corée : progrès dans la voie de la réunification

La République populaire démocratique de Corée vient de formuler une nouvelle proposition en quatre points pour la réunification de la patrie.

Le gouvernement coréen propose :

- 1) un retour aux principes de la déclaration conjointe du 4 juillet 1972 ;
- 2) l'arrêt des calomnies et des diffamations de part et d'autre ;
- 3) l'arrêt des menaces militaires et l'arrêt de toutes les manœuvres dès le 1^{er} mars ;
- 4) «La convocation d'un congrès de toute la nation à Pyongyang ou à Séoul au début de septembre de cette année, auquel participeront les représentants de tous les partis politiques et de toutes les organisations publiques de la partie Nord et de la partie Sud». Le congrès pourrait discuter «des problèmes ayant trait à la solution de la question de

la réunification».

Il convient de rappeler que la déclaration conjointe mentionnait le retrait des forces étrangères. Le retrait des troupes d'occupation américaines avait d'abord commencé à être réalisé par Carter, après les promesses qu'il avait faites au cours de sa campagne électorale. Mais, sous divers prétextes, le gouvernement américain a remis en cause ce retrait, voulant maintenir en Corée du Sud d'importantes forces aériennes et surarmé le régime de Park Chung Hee. Ainsi, le régime du Sud continuant par ailleurs à suspendre toutes les libertés démocratiques, les conditions de la réunification n'étaient pas prêtes d'être remplies.

Cependant, au début du mois, le régime de Park a libéré un certain nombre de prisonniers politiques et a demandé une réouverture du dialogue. C'est alors

que la République populaire démocratique de Corée a énoncé ses quatre propositions. Le lendemain, la Corée du Sud annonçait qu'elle acceptait le congrès national proposé, dès que possible.

Ces progrès dans la lutte du peuple coréen pour la réunification de la patrie, interviennent alors que la situation créée après la normalisation des relations sino-américaines, à l'heure

du voyage du Vice-Premier ministre chinois aux USA, sanctionne les reculs de l'impérialisme US en Asie du Sud-est. La République populaire démocratique de Corée s'était d'ailleurs félicitée de l'accord sino-américain sur la normalisation des relations, déclarant que Carter devrait évacuer la Corée du Sud comme il a évacué Taïwan.

J.P.C.

Encore un incident à la Hague

Nouvel et sérieux incident à l'usine de retraitement de la Hague, le 25 janvier. Une manche de vinyle qui entourait un container et le container également ont été perforés sur 3 mm. Une dizaine de grammes de plutonium s'est échappé et s'est répandu sur le sol. Trois travailleurs vont subir des examens, car, bien qu'ils soient sortis très vite de l'atelier, on craint qu'ils soient contaminés.

Longwy : l'intersyndicale décide d'un renforcement de l'action

L'intersyndicale de Longwy s'est longuement réunie mercredi après-midi. Elle a adopté un plan d'action en trois points.

o L'opération minéral : il est prévu de bloquer et de décharger tous les trains de minéral riche.

C'est l'utilisation de ces minerais riches, suédois, mauritaniens ou brésiliens qui permet de concentrer la production dans des points très précis. L'intersyndicale affirme qu'en utilisant le minéral de Lorraine on peut faire tourner toutes les usines. Le point de vue sera débattu à la réunion des «trois frontières» qui est prévue samedi 3, et qui rassemblera les syndicats belge, luxembourgeois et français. Une manifestation le 10 février est envisagée regroupant lorrains, luxembourgeois et belges.

o L'intersyndicale demande à tous ceux qui ont un compte-chèque dans une banque nationalisée de le retirer.

o L'intersyndicale demande aux contribuables de Longwy et de sa région de ne pas mettre le nom de leur employeur sur leur feuille d'impôt, ce qui créera des difficultés pour cette administration. Elle demande également aux municipalités de collecter

ces feuilles d'impôts et de les geler. C'est l'intersyndicale qui se chargerait du collectage là où les municipalités refuseraient cette action.

o Le 16 février, le travail s'arrêtera 24 heures à Longwy et tout le trafic routier, SNCF sera interrompu.

Personne à Longwy, en dehors de l'Est-Républicain et de quelques responsables du PCF, ne condamne l'initiative prise par les sidérurgistes de s'attaquer au commissariat. A ce propos, Roland Giovanardi, responsable CFDT déclare : «Il n'y a pas d'éléments incontrôlés, simplement des chômeurs qui en ont assez et qui veulent autre chose que des défilés sans objectifs précis. La première des violences est le licenciement».

Mardi, les mineurs de fer CGT ont vidé un train de minéral mauritanien de son chargement et ont chargé du minéral lorrain à sa place. La Moselle est bloquée à l'écluse de Thionville.

Correspondant

Clôture du 4^e congrès du FLN

Chadli
président



Le 4^e congrès du FLN s'est terminé mercredi en fin d'après-midi, avec une journée de retard. Le colonel Bendjedid-Chadli a été élu par le nouveau comité central Secrétaire général du parti FLN, et par voie de conséquence candidat unique à la Présidence de la République. Cette «prolongation» inattendue montre l'équilibre précaire établi laborieusement entre les deux courants : Yahyaoui et Bouteflika (cf QdP du 30 et 31 janvier).

Le congrès ne semble pas s'être déroulé selon les plans de la commission préparatoire. Tant du point de vue de l'équilibre, que de la participation passive des congressistes.

Demain nous reviendrons plus en détail sur la tenue du congrès.

Italie : démission du gouvernement Andreotti

Andreotti a remis la démission de son gouvernement mercredi après-midi. Cette démission a été provoquée par le brutal refus du PCI de continuer à apporter son soutien au gouvernement sans disposer de portefeuilles ministériels. Rien ne paraissait se dessiner dans les diverses combinaisons qui commencent à circuler : elles sont repoussées par les uns ou par les autres.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942